

Le nucléaire engrange des alliés

ÉNERGIE Un nouveau comité, emmené par la faitière Economiesuisse, plaide pour la possibilité d'édifier de nouvelles centrales. Des représentants d'UBS, Swiss Re ou encore de l'Association des banquiers se trouvent derrière cet appel, relayé par la «NZZ»

ANOUGH SEYDTAGHIA

La presse dominicale est souvent l'occasion pour les lobbies de faire passer des messages. Ce dimanche, ce sont des poids lourds de l'économie suisse qui se mobilisent pour un appel pressant: obtenir la possibilité de construire de nouvelles centrales nucléaires en Suisse, alors que la population avait voté en 2017 pour l'interdiction d'édifier de telles installations. Cet appel intervient quelques jours après que le Conseil fédéral a déclaré ne pas s'opposer à la levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires.

On se trouve ainsi à un moment charnière du débat sur la politique énergétique de la Suisse, et plusieurs géants de l'économie veulent influencer les discussions. Ils ont ainsi transmis à la NZZ am Sonntag une prise de position pro-nucléaire. «La politique énergétique doit redevenir technologiquement neutre», affirment-ils. Parmi les signataires se trouve Suzanne Thoma, directrice du groupe industriel Sulzer. A l'époque où elle dirigeait l'énergéticien BKW, c'est elle qui avait procédé à la fermeture de la centrale de Mühleberg (BE).

Des prix revus à la hausse

Selon la responsable, citée par la NZZ, la décision de fermer Mühleberg n'a jamais été une déclaration politique sur l'avenir de l'énergie nucléaire. Elle a été prise pour des raisons purement commerciales. Les prix de l'électricité étaient alors bas en Europe, et parallèlement, la loi imposait une modernisation coûteuse de la centrale. La centrale nucléaire ne pouvait pas être exploitée au-delà de 2032 au plus tard. Pour Suzanne Thoma, les coûts de l'électricité augmentent également, alors qu'on pensait autrefois que la sortie du nucléaire et la transition énergétique coûteraient 40 francs par an à un ménage de quatre personnes. «Aujourd'hui, nous savons que ce chiffre sera considérablement plus élevé», affirme-t-elle au média alémanique.

«De nombreuses autres entreprises s'inquiètent également de la sécurité d'approvisionnement à long terme en Suisse», explique à la NZZ Alexander Keberle, responsable énergie, environnement et infrastructures chez Economiesuisse. Selon lui, de nombreuses sociétés investissent actuellement dans l'électrification, notamment en passant du gaz naturel à l'électricité. «Nombre d'entre elles anticipent un horizon de vingt à trente ans et se demandent de plus en plus si l'électricité sera encore disponible en Suisse à ce moment-là en quantité suffisante et à un prix abordable», affirme Alexander Keberle.

Parmi les plus de 200 signataires de la lettre ouverte figurent des représentants des industries traditionnelles, de la fabrication de machines et d'outils à l'industrie chimique. La NZZ cite les noms de François Gabella, membre du conseil d'administration de l'entreprise industrielle LEM et vice-président d'Alpiq, et Martin Schwab, PDG de CKW, filiale d'Axpo, ou encore Lukas Gähwiler, vice-président d'UBS, Andreas Berger, directeur de Swiss Re, et Marcel Rohner, président de l'Association des banquiers.

Rappelons que, mercredi dernier, le Conseil fédéral a indiqué son refus de soutenir l'initiative «De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout)». Selon le gouvernement, il n'est pas nécessaire de modifier la Constitution pour cela, il suffit de modifier la loi sur l'énergie nucléaire. Car sur le fond, le Conseil fédéral estime que la Suisse doit pouvoir construire de nouvelles centrales nucléaires, cette énergie devant rester une option pour assurer à long terme la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la Suisse, selon lui.

Albert Rösti prend position

A l'avenir, des autorisations générales pourront en principe de nouveau être accordées pour des centrales. Cela permettrait de couvrir l'éventualité d'un développement insuffisant des énergies renouvelables, d'un stockage saisonnier d'électricité lacunaire et d'un manque d'alternatives pour produire de l'électricité en respectant le climat, selon les autorités.

Début juillet, Albert Rösti affirmait à Keystone-ATS ceci: «J'espère que nous supprimerons l'interdiction du nucléaire de la loi sur l'énergie nucléaire.» Selon le conseiller fédéral, notamment chargé de l'Energie, la question de savoir si de nouvelles centrales nucléaires seront nécessaires en Suisse dans les dix à vingt prochaines années «reste bien sûr ouverte», mais, disait le Bernois, «nous aurons besoin de toutes les technologies pour pouvoir fournir de l'électricité au pays en quantité suffisante».

Les énergies renouvelables ne sont pas remises en question, mais le Conseil fédéral veut tout de même garder l'option nucléaire ouverte à long terme, insistait alors le ministre. Rappelons que, selon une étude des Académies suisses des sciences (SCNAT) parue cet été, si l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires était levée en Suisse, un nouveau site ne pourrait être raccordé au réseau qu'en 2050 au plus tôt. ■